

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

POINT DE VUE

LA LOGIQUE DU PROGRAMME COMMUN

La conférence de presse que M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, ainsi que M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, et M. Robert Fabre, président du Mouvement de la gauche radicale, avaient tenue le lundi 22 janvier sur le thème du coût du programme commun, a relancé la discussion sur le contenu économique de ce dernier. Une

semaine plus tard, M. Georges Marchais, entouré des membres de la section économique du P.C.F., devait, devant les journalistes, reprendre la même question. Les indications et les précisions fournies à ces deux occasions par les responsables de la gauche ont été commentées par Paul Fabra dans nos colonnes (« le Monde » du

24 et du 31 janvier). M. Philippe Herzog, ancien élève de l'École polytechnique, membre du comité central du P.C.F., rédacteur en chef de la revue marxiste « Economie et Politique », ancien administrateur de l'I.N.S.E.E., présente ici ses arguments en faveur de la politique économique que propose le programme commun.

Par PHILIPPE HERZOG

Grâce à une action tenace, dans laquelle les militants communistes figurent au premier rang, le programme commun est au centre du débat politique.

Acculés à la défensive, les partis de droite et leurs alliés de fait, les dirigeants du C.N.P.F. et patrons de grandes entreprises, toute la grande bourgeoisie, s'acharnent à falsifier et dénigrer le programme commun. La plupart des organes d'expression, quelles qu'en soient les nuances, le combattent ou en affaiblissent la portée.

On pourrait relever le tissu de contradictions que cela représente. On nous dit : « Des nationalisations, mais pour quoi faire ? » Et aussitôt après : « Vous n'en faites pas assez, ce n'est pas sérieux. » On nous dit : « Vous êtes loin du bel idéal d'autogestion », et, en même temps, on veut ignorer l'importance et la qualité des effets économiques que peut engendrer l'intervention active des travailleurs. On nous dit : « Donnez donc vos comptes ! », puis, quand il s'avère que l'on ne peut nous prendre en défaut sur ce terrain, on veut les mettre aux oubliettes. On nous dit : « Les objectifs sociaux sont difficiles à rejeter, mais ils coûtent trop cher. » Et l'on continue en même temps à se gargariser avec le taux de croissance de l'économie française et à prétendre, contre toute évidence, que cette croissance est synonyme ou garant de progrès social.

S'y retrouver dans la bataille d'idées

Mais notre responsabilité n'est pas essentiellement de dénoncer les contradictions, les mensonges ou les réactions timorées (dans le meilleur des cas). Elle est ailleurs : aider la population à s'y retrouver dans la bataille d'idées, à trouver et garder les clés du contenu novateur et cohérent du programme. Cette responsabilité dans l'explication et l'offensive, les communistes l'assument en première ligne.

Du point de vue économique, politique et social, comment est fondée la cohérence du programme commun ?

Conçu comme solution d'une crise de structure de la société française, ce programme repose, en premier lieu, sur une analyse théorique et une expérience concrète de cette crise, qui se sont étroitement mariées. Sa principale cause est l'excès d'accumulation de capital.

Trop de capitaux concentrés en grandes masses, recherchant le profit à tout prix, poussent l'exploitation jusqu'à ses limites, imposent une marche aberrante aux grandes entreprises, conforme ni au progrès social ni à l'intérêt national, éliminent ou encadrent les petites et moyennes entreprises et exploitations, stérilisent une part grandissante des ressources productives. Les investissements sont irrationnels, amortis trop tôt, mal répartis, font double emploi, comme l'attestent à la fois l'expérience dans les entreprises et les indices statistiques à l'échelle nationale : croissance excessive du rapport des investissements à la production, maintien de près de 20 % de capacités inemployées, hausses du rapport capital fixe/production, qui atteste la baisse d'efficacité des investissements et de l'emploi des matériels.

Voilà les causes des difficultés croissantes de la classe ouvrière, qui les subit le plus durement, des salariés, de toutes les couches laborieuses. Personne n'a osé démentir Georges Marchais lorsqu'il parle de « misère moderne ». Les travailleurs usés, mal formés, disposant d'une part toujours plus limitée de temps libre, se battent pied à pied pour défendre leur pouvoir d'achat. Celui-ci permet une compensation toujours plus insuffisante par rapport aux difficultés de vie et de travail. Voilà les moyens et les coûts de la « croissance » de la production (et du capital) dans ce régime. En retour, l'efficacité des forces productives humaines s'affaiblit. Les problèmes de la productivité s'aggravent. La poursuite de la croissance est moins obtenue par les progrès de la recherche, la formation et l'utilisation des capacités des hommes que par des

rendements toujours croissants ; elle est synonyme de déclassements, de chômage, de fatigue et d'inadaptation accrues. L'accélération de l'inflation est une des caractéristiques de cette crise de suraccumulation. Elle est aussi inséparable que le côté pile du côté face d'une pièce de monnaie.

Les « nationalisations » cheville ouvrière du programme

Sur ces bases, on comprend mieux pourquoi les nationalisations constituent la cheville ouvrière du programme commun : un moyen indispensable pour briser la suraccumulation de capital et ses effets.

Par la création d'E.D.F., entre autres exemples, les progrès de l'industrie électrique furent et restent, malgré le poids des monopoles privés, au centre du développement de l'industrie française. Des progrès analogues sont absolument nécessaires dans des secteurs-clés tels que la chimie, la mécanique, l'électronique, la sidérurgie, entre autres. La logique du profit et de l'accumulation y font obstacle. L'économie et la rationalisation des investissements, la relance du progrès technologique et de la recherche industrielle, l'usage effectif et régulier des matériels, exigent aujourd'hui l'extension des nationalisations et de nouveaux principes de gestion. Le seuil minimum de nationalisations correspond, avec le secteur public actuel, à plus de la moitié de l'investissement industriel, avec une large couverture des secteurs-clés, et permet ainsi de rationaliser l'usage et le développement d'une part décisive des capacités de production nationales.

Les nationalisations appoient des avantages considérables aux travailleurs des groupes industriels concernés : c'est un bond en avant pour ce qui concerne leurs conditions de travail et leurs libertés. Mais, plus encore, elles permettent à la nation tout entière de bénéficier de l'initiative, du savoir-faire et de l'esprit de responsabilité d'un nombre considérable de travailleurs aptes à gérer l'entreprise et à participer au Plan selon les intérêts des larges masses.

Les nationalisations industrielles et la nationalisation du secteur bancaire et financier sont complémentaires. Des sirènes disent : le contrôle du crédit ou les participations de l'Etat suffiraient à orienter les entreprises vers de nouveaux objectifs. Les sirènes préconisent, en l'occurrence, des « solutions bureaucratiques » qu'elles déclarent honnir par ailleurs. Ce qui est décisif, c'est que les travailleurs prennent eux-mêmes, dans les entreprises, les décisions essentielles qui rompent avec la gestion actuelle et tiennent compte de l'intérêt national.

Le poids du secteur public industriel et du secteur bancaire et financier nationalisé doit rapidement devenir dominant par rapport à celui du secteur privé. Le secteur nationalisé permettra d'encadrer les grandes entreprises privées ; il suscitera de larges relations de coopération, contribuant notamment à stabiliser et renforcer l'activité des petites entreprises et exploitations.

On nous dit : avec les nationalisations, vous voulez produire pour les besoins, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Renault continuera à faire des voitures et Saint-Gobain des bouteilles. Ou encore : répondre aux revendications et produire de façon efficace, ça n'a rien à voir.

L'expression la plus juste des besoins

Voilà bien un entêtement incroyable à identifier les besoins à la demande solvable. Voilà aussi un beau mépris de fer par rapport aux revendications. Et pourtant les revendications des travailleurs et de leurs organisations constituent, quoi qu'on dise, l'expression la plus juste des besoins. Le programme commun leur donne un contenu et une cohé-

rence plus scientifique, mais dans leur prolongement. Ses objectifs sociaux correspondent si bien aux profondes aspirations de notre peuple que ni la droite, ni le centre, ni la pseudo-gauche n'osent trop les décrier, quand ils n'essaient pas de les prendre à leur compte. Le programme commun tient compte des exigences complémentaires de temps, de revenu, de consommation et de formation de toutes les couches laborieuses, en premier lieu des couches salariées les plus pauvres. Il prend garde d'habiller Pierre en déshabillant Paul : croire qu'on peut améliorer la condition de certaines couches exploitées en aggravant celle des autres est un principe foncièrement erroné.

Reste à passer des buts (des objectifs sociaux) aux moyens, et ceci à tous les niveaux.

D'abord, les objectifs sont aussi des moyens puissants. Le relèvement du pouvoir d'achat, la réduction de la charge de travail, la promotion et la formation massive des hommes, entre autres, relèvent (et pour certaines de ces mesures, de façon immédiate) les conditions de la productivité et de l'efficacité dans l'emploi des forces productives, et de l'activité économique plus généralement.

Ensuite, la réalisation des objectifs sociaux, c'est le sens même et une condition nécessaire de l'intervention massive des travailleurs et de la population à tous les niveaux. Cette intervention est le moyen politique, essentiel, des changements sociaux et économiques ; elle n'est pas pour autant spontanée. Elle doit créer lucidement les conditions de ses progrès. Parmi ces conditions figurent, au premier rang, les nationalisations, la mise en place des structures de gestion démocratique dans l'entreprise nationale, les nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise privée, la démocratisation de l'administration. Il faut des bases à la démocratie et aux libertés ; elles ne peuvent être créées aujourd'hui que par l'élimination de la propriété et du contrôle de la grande bourgeoisie dans la production et sur l'Etat.

La bourgeoisie prétend que le parti communiste cherche à mettre la main sur les centres décisifs de la vie du pays. En réalité, il fait tous les jours la démonstration éclatante de sa liaison avec les masses, et du fait que son but unique est de servir les travailleurs et la nation. Il doit être représenté au gouvernement et dans d'autres organismes de direction, pour mieux assumer cette tâche.

Ces travailleurs, ouvriers, ingénieurs, techniciens, cadres et tant d'autres, s'emparant des nouveaux droits et moyens extraordinaires que crée l'application du programme commun, que vont-ils donc faire dans les entreprises et dans la planification qui diffère si profondément de la gestion du grand capital ? L'entreprise n'est-elle pas toujours soumise au marché, et la recherche du profit n'est-elle pas toujours le meilleur critère d'efficacité ? Dans les entreprises nationales, les travailleurs vont rompre avec le but du profit à capitaliser. Créant de nouvelles conditions pour le relèvement de la productivité et l'économie des moyens, ils obtiendront un bénéfice d'exploitation accru contribuant au financement des nouveaux équipements sociaux et des investissements productifs. Ceux-ci devront respecter des critères de qualification de la force de travail, d'économie réelle de temps de travail, de progrès des valeurs d'usage des produits. Le salaire et l'emploi seront garantis indépendamment des conditions immédiates du profit, mais en rapport avec les progrès de la productivité.

Les prix seront rectifiés selon une analyse économique des prix de revient et en tenant compte des valeurs d'usage, dans le contexte d'une gestion nouvelle visant à la réduction des coûts réels (des temps, les matières, les cloisonnements inutiles).

On nous dit : hors du marché, point de critères « objectifs ». Si, hors du marché, il y a des critères objectifs, concernant les hommes, leur emploi du temps, et concernant aussi les valeurs d'usage. Ils doivent se

subordonner progressivement les critères de marché, ce qui ne signifie pas pour autant la fin de celui-ci. Ces remarques s'appliquent, évidemment aussi, aux échanges extérieurs, qui doivent être subordonnés aux orientations du plan national. Croire qu'au contraire les prix et les marchés internationaux dictent leur loi jusqu'à torpiller une politique économique nationale indépendante, sociale et démocratique, c'est être victime d'une nième myopie de marché, ou fétichisme, comme on voudra.

Le plan démocratique, quant à lui, n'a rien d'un songe de bureaucrate devenant réalité totalitaire. Sa cohérence ne se réduit pas, comme dans le plan capitaliste, à la question du « financement de l'investissement ». Définissant enfin des objectifs sociaux précis, complets, différenciés, il n'écluse plus la question des moyens économiques financier et politiques correspondants.

Les communistes savent l'ampleur des tâches du premier plan démocratique et leur caractère exaltant. Ils aideront activement, pour leur part, les travailleurs et toute la population à assumer ces tâches au mieux de leurs intérêts.

Poser pied à pied des objectifs sociaux

C'est dans cette perspective qu'il faut apprécier les comptes du programme commun. Les communistes jugent importantes et nécessaires les évaluations chiffrées. C'est pourquoi ils ont étudié depuis longtemps la cohérence des objectifs et des moyens de façon quantitative, dans le cadre comptable de l'équilibre économique d'ensemble. Leurs travaux donnent ample matière à réflexion et contrastent avec la ridicule exhibition des actuels dirigeants de l'Etat. Pour intéressants qu'ils soient, les travaux chiffrés ne sont pas néanmoins isolés d'un tout ; ils illustrent et reflètent pour une part, encore perfectible bien sûr, la logique des changements de structure antimonopoliste, le rôle central des nationalisations, les nouvelles conditions de la productivité et de l'emploi, la cohérence des objectifs et des moyens dans le programme commun, qui prélude à celle, plus détaillée, complète, pratique et technique, de la politique économique et du plan démocratique.

Certains concèdent qu'il y a une logique à moyen terme du programme commun. Mais, selon eux, à court terme, les moyens risquent d'être insuffisants et il ne faudrait pas forcer la réalisation des objectifs. Il y a là un fond d'opportunisme politique l'emportant de loin sur les considérations économiques. Dans le programme commun, les objectifs et les moyens se conditionnent mutuellement. Respecter une progressivité, ce n'est pas se soumettre d'avance aux exigences du profit. C'est poser pied à pied des objectifs sociaux, tenant compte des possibilités proches des forces productives, et agir sur les rapports de production (nationalisations, prélèvements sur le profit, etc.) pour obtenir au mieux la garantie de ces objectifs et relever les conditions de production et de productivité. Cette politique conjoncturelle, inscrite dès que possible dans un plan démocratique, crée donc les conditions de sa consolidation. En particulier, elle inclut sans délai les nationalisations. On sous-estime de façon incroyable les facultés d'action à très court terme de travailleurs mobilisés dans de telles conditions politiques, la possibilité de premières restructurations industrielles de grande envergure, le levier que représentent les nouveaux droits dans les entreprises et hors des entreprises. Dans ce contexte, une contradiction fondamentale opposera le secteur monopoliste privé, et le secteur nationalisé en plein essor et appuyé par l'action du gouvernement. Le principe d'action de l'union populaire est d'avancer hardiment sur tout le front de son programme, en faisant prévaloir l'intérêt des couches les plus exploitées et l'unité du mouvement, de façon à la fois à tenir compte des conditions créées par cette contradiction, et à en modifier les termes à son avantage.

LE P.C.F. NE SE DÉSINTÉRESSE PAS DES RAPATRIÉS

Les revendications des rapatriés ont fait l'objet d'une conférence de presse, organisée à Marseille par le parti communiste français. M. François Billoux, membre du comité central du P.C. et député des Bouches-du-Rhône, a notamment déclaré : « Il est inconcevable que, plus de dix ans, après le drame qui fut le leur, les rapatriés n'aient pas obtenu satisfaction. La loi du 15 juillet 1970 n'a pas réglé de façon équitable la question de leurs pensions ou retraites. (...) Le gouvernement aurait dû procéder par décrets, système qu'il ne manque pas d'utiliser pour favoriser les grandes puissances industrielles et financières. (...) Le P.C.F. n'a jamais confondu la masse des rapatriés et les seigneurs du parasitisme colonial, les victimes du drame et les responsables. »

Les interviewés sont de la rédaction du Monde.

Pour construire un autre type de société et de croissance

M. Michel Rocard : il est essentiel que les travailleurs, les usagers puissent prendre eux-mêmes les décisions

« La croissance économique a été forte en France ces dernières années, la plus forte des pays occidentaux », a déclaré mercredi après-midi, au cours d'une conférence de presse, M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U. « Nous trouvons cela bien, car le pouvoir d'achat augmente et c'est toujours cela de pris. Ce que nous discutons, ce sont les causes de cette croissance et la répartition de ses fruits. »

Analysant les causes de la croissance, M. Michel Rocard a alors fait remarquer qu'elle ne pouvait pas être attribuée à la V^e République, puisqu'elle est due pour l'essentiel à l'augmentation de la population (notamment de la population active) et au niveau élevé de qualification moyenne des travailleurs français (« C'est un héritage », « Enfin », a déclaré le cloisonnier intérieur. Des essais le député des Yvelines, il ne faut pas oublier la durée du travail, qui, en France, est plus longue qu'à l'étranger. »

Telle croissance, telle société

M. Michel Rocard a ensuite décrit les nuisances multiples du mode de croissance actuel : insuffisance des équipements collectifs (« Plus l'expansion est rapide, plus ils sont sacrifiés. »), taux de chômage grandissant (2,3 % de la population active, contre 0,9 % il y a une dizaine d'années), inflation accélérée, cadences infernales.

Les grands objectifs du VI^e Plan, la croissance des équipements collectifs, le schéma directeur de la région parisienne, ces projets du régime sont « tous plus ou moins sacrifiés par la V^e République ». L'exemple de la politique du logement montre clairement, selon M. Rocard, « la nature de classe du régime ».

Pour le secrétaire national du P.S.U., l'essentiel n'est pas le problème du financement, mais celui de la prise de décision. « Qui décide ? C'est cela qui est le plus important, comme le dit M. Ceyrac. »

Développant alors le point de vue du P.S.U. sur le programme commun de la gauche, M. Rocard a ajouté : « Il faut, à notre avis, annoncer d'abord le projet de société que l'on veut construire et décrire ensuite la mécanique qui permet de le réaliser. Aussi sommes-nous critiques à l'égard d'un programme qui n'est pas socialiste. Mais, pour l'instant, l'essentiel est d'unir toutes les forces de gauche pour battre la majorité. »

Comment empêcher le dérapage des prix ?

En ce qui concerne les chiffres avancés par la gauche ou par le patronat (notamment par l'Association des grandes entreprises faisant appel à l'épargne, le Monde du 8 février), M. Rocard a déclaré qu'ils ne mentionnaient pas un facteur essentiel, à savoir « le délai de réalisation sur lequel reposent les calculs ». Pour M. Rocard, le programme fiscal de la gauche est assurément « fort prudent ». Quant au budget, « socialistes et communistes n'ont pas cherché à l'équilibrer a priori », ce qui, pour le député des Yvelines, est normal : « Il y a un pari fait sur l'expansion qui, s'il est tenu, permettra d'ajuster dépenses et recettes. »

Mais il est évident que l'expansion de la demande risque de dépasser celle de l'offre. « L'ajustement se fera-t-il par la hausse des prix, comme souvent dans le passé ? Le P.S.U. y est résolument hostile et compte sur les organisations de consommateurs, dont les pouvoirs juridiques devront être accrus, et sur les travailleurs eux-mêmes pour contrôler les hausses. Ce sera l'autogestion — elle reste pour nous le principe fondamental de la société que nous voulons construire — qui permettra d'empêcher les abus ; à l'intérieur des entreprises, les

salariés devront contrôler la gestion et les décisions. »

M. Rocard a déploré d'autres insuffisances du programme commun sur les points suivants : l'absence de remise en cause, partage des impôts et des dépenses entre l'Etat et les collectivités locales ; l'insuffisance des moyens de contrôle des prix ; l'absence de description des nouveaux circuits financiers qui s'établiraient dans l'économie française, notamment à la suite du rôle plus important joué par la puissance publique ; l'émission des effets de la crise du système monétaire international.

Vers le « franc flottant »

Sur ce dernier point, M. Rocard a estimé qu'en plus du contrôle des changes il faudrait, pour éviter toute fuite de capitaux, que la Banque de France ne rachète pas aux banques étrangères les francs ayant passé la frontière et qu'elle réglemente plus strictement l'acquisition de la position débitrice des banques vis-à-vis de l'étranger. Cela reviendrait à s'orienter vers le « franc flottant ».

Répondant ensuite aux questions, M. Rocard a confirmé que le P.S.U. était hostile aux thèses de « croissance zéro » (qui empêcheraient de réduire les inégalités sociales), mais qu'il souhaitait que la production soit réorientée en vue de fabriquer des biens plus durables, de telle façon que les consommateurs n'aient pas à les renouveler aussi souvent. Quant au financement des investissements, M. Rocard s'est déclaré favorable au leasing qui a l'avantage de dissocier la propriété du capital de son usage.

A Toulon

M. MITTERRAND : l'union de la gauche n'est plus un sujet de plaisanterie.

(De notre correspondant.)

Toulon. — Depuis la libération, le parti socialiste n'avait pas réuni, à Toulon, un auditoire aussi considérable. Le Grand Théâtre, mercredi soir 7 février, était littéralement bondé, des centaines de personnes se pressant dans les couloirs pour entendre M. François Mitterrand qui a notamment déclaré :

« Pendant longtemps nous avons supporté l'ironie de nos adversaires. L'Union de la gauche, maintenant, n'est plus un sujet de plaisanterie. Alors on s'efforce de raviver les craintes. En 1936, le journal le Temps prétendait que l'Office du blé représentait le plus bel exemple d'organisation marxiste du monde. Il faut s'en consoler. Il y a toujours eu des Poniatowski ! »

De M. Peyrefitte, le premier secrétaire du P.S. a dit : « Il avait annoncé : « Nous sommes » au pouvoir pour trente ans si nous ne faisons pas de bêtises ». Il semble que deux fois trop de bêtises les amèneront à rester deux fois moins de temps qu'ils le croyaient. »

LA C. G. T. : les travailleurs peuvent faire échec aux manœuvres « de troisième force » des monopoles.

La commission exécutive de la C.G.T., réunie le 6 février, déclare constater que « son engagement dans la bataille électorale pour le triomphe du programme commun a eu un profond retentissement. (...) »

« La volonté de changement et la grande espérance née du programme commun créent les conditions d'une victoire décisive des travailleurs sur les forces réactionnaires », estime la C.G.T. « C'est ce qui explique qu'à l'approche du scrutin une vive inquiétude agite les cercles dirigeants de la coalition politique qui, depuis quinze ans, exercent leur domination. »

La réaction du C.N.P.F., poursuit la C.G.T., « est significative de la façon dont les monopoles capitalistes sont décidés à résister à la poussée des forces ouvrières et démocratiques. »

« Pour préserver leurs intérêts de classe, ils se livrent à toutes les pressions, à toutes les manœuvres de division, comme en témoignent les intrigues de droite camouflées sous l'étiquette de centristes ou de réformateurs. Ils nourrissent l'espoir de dévoyer une victoire de la gauche par un recours à des combinaisons de type troisième force, semblables à celles qui conduisirent à la faillite de la IV^e République. »

« Il est important que les travailleurs aient conscience de cette réalité, estime la C.G.T., en même temps que des possibilités dont ils disposent pour faire échec à ces manœuvres. »

des élections législatives

« A ARMES ÉGALES »

MM. Roland Leroy et Alain Griotteray sont passés sans se voir

Deux films. Le premier, celui de M. Roland Leroy, réalisé par Stelio Lorenzi, est un reportage. Des ouvriers de l'usine Chausson parlent du programme commun de la gauche et de leur vie. Ils sont militants du parti communiste ou proches de ce parti. Écoutons-les, regardons-les : « Il faut espérer que les patrons s'en mettent un peu moins dans les poches, c'est le but du programme commun... Les communistes pas Français ? Les Allemands disaient déjà ça ! Le P.C., il est français en France, il est nationaliste aussi... Il y a deux mois, la retraite à soixante ans, c'était la catastrophe, maintenant tout le monde la donne. Les nationalisations ? Renault, c'est une maison qui marche, non ? Quand on voit la peur de Ceyrac, ça redonne courage. (...) Ils n'ont qu'à venir à la chaîne, ils la verront, la dictature ! »

Le film de M. Alain Griotteray est réalisé par Alexandre Tarta. On y apprend que la France s'est imposée comme une puissance industrielle, on y voit des images illustrant les réelles difficultés du Chili et d'autres tirées d'un faux débat télévisé et contestaire en U.R.S.S. Débat impossible, n'est-ce pas ? Rappel des victimes de l'épuration communiste en Europe de l'Est et en France, et conclusion : les néo-socialistes n'ont pas eu de scrupules en s'alliant aux communistes, la mariée socialiste a cédé, comme la chèvre de M. Seguin.

Retour au studio de la Maison de l'O.R.T.F., où doit se dérouler le

débat entre MM. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., et Alain Griotteray, député républicain indépendant. Un débat ? Quel débat ? Tout est dit. Les deux interlocuteurs, hommes intelligents et courtois, ne sont pas venus pour débattre de « deux politiques », comme le laissait penser le thème de l'émission « A armes égales » : ils sont là pour profiter de cette aubaine, quelques minutes de télévision. M. Leroy écoute M. Griotteray « par politesse pour les auditeurs » et M. Griotteray est enclin à penser que son vis-à-vis dit « n'importe quoi ». Le dirigeant communiste souligne la portée historique du programme commun et produit des bulletins de paie qui justifieraient toutes les révolutions. M. Griotteray affirme que M. Valéry Giscard d'Estaing est l'homme qui a fait de la France une grande puissance industrielle et s'inquiète du socialisme que veut instaurer le P.C.F. Lequel ? Celui des pays communistes d'Europe de l'Est ? Il jubile lorsque M. Leroy lui répond : « Selon moi, la Tchécoslovaquie est un pays indépendant ». M. Griotteray voudrait que son interlocuteur lui donne ainsi d'autres références. La majorité, elle, peut en effet produire son bilan, mais l'opposition ? L'opposition doit présenter de bonnes références.

On en vient aux « questions d'actualité ». Le débat est terminé, s'il s'est jamais commencé entre deux hommes qui sont passés sans se voir. M. Leroy rappelle que les communistes demanderont, dans un gouvernement de gauche, une représentation qui reflète leur audience. Pas plus que leur représentation, mais pas moins. M. Griotteray est partisan de regrouper « tous ceux qui refusent le totalitarisme communiste » et juge normale l'intervention de M. Pompidou à la télévision. « Nous l'avons élu pour qu'il dise quelque chose dans les moments importants », déclare-t-il. Rendez-vous, donc, à jeudi soir... **ANDRÉ LAURENS.**

LE DERNIER DE LA SÉRIE...

À l'issue de l'émission, M. Alain Duhamel — un des producteurs d'« A armes égales » — a annoncé que le « duel » Leroy-Griotteray serait le dernier de la série. Interrompu par la campagne électorale, comme il est de tradition, « A armes égales », en fait, achevé sa carrière le mercredi 7 février, après trois ans d'existence.

Selon M. Guy Claisse, autre producteur de l'émission, M. Arthur Conte, depuis qu'il dirige l'Office, a souvent pris des contacts avec des personnalités politiques à notre insu, réduisant ainsi considérablement la marge de responsabilité des producteurs.

Dès son arrivée à l'O.R.T.F., en juillet dernier, M. Conte estimait qu'« A armes égales » avait fait son temps. La perspective des élections devait fournir à l'émission un surcroît de quelques mois. Une formule nouvelle de « face à face » est à l'étude. La responsabilité de l'émission sera-t-elle confiée à la même équipe ? M. Marchais, mercredi soir, après la confrontation Leroy-Griotteray, laissait entendre qu'en cas de victoire de la gauche il n'y aurait « pas de problème ».

Quoi qu'il en soit, M. Guy Claisse cesse de faire partie de ladite équipe, qui pourrait, en revanche, « récupérer » un de ses fondateurs : M. Michel Bassi.

Il y aura cependant — en principe le 28 mars — un « A armes égales » spécial : il opposera M. György Aczel, secrétaire du comité central du parti socialiste des travailleurs hongrois, à M. Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R. Le débat sera diffusé en direct simultanément par la télévision française et par la télévision hongroise. **C. D.**

(Publicité)

LE MEILLEUR MOYEN DE CONTROLER VOS ORDINATEURS, C'EST UN PLANNING MAGNÉTOPLAN

Le planning Magnétoplan est capable de tout suivre. Les « jobs » informatiques comme les congés payés, les affectations de machines comme les tournées de prospection, l'échelonnement des commandes. Avec ses trois systèmes, Magnétoplan, Magnétoflex et Magnétoanal, avec ses panneaux standards ou conçus suivant vos données, Magnétoplan, cent

pour cent adaptable, n'impose jamais de repenser tout un problème avant de le résoudre. Demandez la documentation à Magnétoplan, 22, rue Louis-Rolland, 92120 Montrouge, ou prenez rendez-vous au 655-11-20 avec M. Josse ou Mme Netter pour une démonstration. Utiliser chaque seconde d'ordinateur vaut bien une petite demi-heure.

HIVER TOULOUSE BYBLOS STROPEZ

M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER : M. Pompidou est-il prêt à contribuer à la transformation des priorités françaises ?

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, animera jeudi 15 février à Toulouse un meeting consacré à l'Avion Concorde et auquel sont conviés les travailleurs de l'Aérospatiale. Le quotidien la Dépêche de Toulouse a publié jeudi 8 février une interview dans laquelle le président du parti radical déclare notamment :

« M. Peyrefitte et M. Giscard d'Estaing viennent de déclarer qu'il n'y avait plus entre eux et le projet réformateur que des différences de détail. En particulier, le chef de l'Etat est d'accord avec ce changement de politique annoncé par ses représentants ? Compte-t-il contribuer personnellement à cette transformation des priorités françaises ? (...) »

« Je viens de lire les déclarations scandaleuses de M. Foyer, en réponse aux médecins favorables à l'avortement. Le ministre de la Santé s'exprime comme le faisaient les ministres sur l'Algérie au moment de la guerre, c'est-à-dire qu'il se cache derrière l'hypocrisie et la raison d'Etat, et refuse de répondre à la véritable question : oui ou non, le président de la République cautionne-t-il ce que vient de dire M. Foyer sur un problème humain fondamental ? La solution que l'on trouvera permettra de mesurer le degré réel de notre civilisation. (...) »

« Le président de la République est-il prêt à contribuer à la révision du plan de charge et de l'emploi de l'aéronautique ? Je lui pose la question, particulièrement, à lui qui a cru nécessaire, sans doute sur une mauvaise information, d'embarquer tout le prestige de l'Etat et le sien propre à bord de la chimère qu'était le Concorde sur le plan commercial. (...) »

Les déclarations faites le 6 février par M. Serge Mallet, membre de la direction politique nationale du P.S.U. à propos de la Défense (le Monde du 8 février) ont provoqué une réaction de M. Achille Peretti, président de l'Assemblée nationale et député sortant (U.D.R.) de la sixième circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly-sur-Seine-Puteaux).

Dans un communiqué diffusé mercredi, M. Peretti déclare que après avoir pris connaissance des déclarations de M. Serge Mallet publiées dans le numéro du Monde paru le 7 février 1973, il a décidé « de faire déléguer immédiatement une citation directe devant le tribunal correctionnel pour diffamation aux responsables de ces délits ».

Jean-Paul Sartre à « Radioscopie »

Comment faire un journal populaire avec l'argent le style et les informations du peuple ?

Plus que rare sur toutes les ondes, Jean-Paul Sartre avait accepté mercredi de répondre sur France-Inter dans l'émission Radioscopie aux questions de Jacques Chancel. Pourquoi l'avait-on invité ? L'O.R.T.F. dira-t-elle, « sans doute trouvé que c'était une bonne combine » ; et d'ajouter aussitôt : « et moi aussi d'ailleurs ». Son but en acceptant était, en effet, de saisir cette occasion d'exposer à un large public le projet de création du quotidien Libération, qu'il patronne.

Dès lors presque toute l'heure de l'émission allait être occupée par une curieuse course-poursuite du chat et de la souris. A peine Sartre prononçait-il le nom du futur journal ou semblait-il se diriger de ce côté que, d'un coup de patte, Jacques Chancel le ramenait à son enfance, à son œuvre, à son théâtre, à la littérature en général, à la mort — à n'importe quoi, en somme, sauf Libération.

En définitive, le marché devait

LE MEETING DE LA LIGUE COMMUNISTE

M. Krivine : l'union de la gauche est prête à se laisser enfermer dans un carcan

Moitié fête, moitié meeting, le rassemblement organisé par la Ligue communiste mercredi 7 février, au Palais des sports, a regroupé cinq mille personnes, jeunes pour la plupart. Devant une salle abondamment décorée de drapeaux rouges, M. Krivine, très en verve, a souligné les limites des ambitions du programme commun. Les militants ont également pu entendre plusieurs artistes, dont Colette Magny et Paco Ibanes. La surprise du meeting a été constituée par l'arrivée à la tribune de l'économiste belge Ernest Mandel, membre du secrétariat de la IV^e Internationale, qui est interdit de séjour en France depuis juin 1968 (et également jugé indésirable en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en Suisse et en Australie).

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste, a commencé par ironiser sur l'O.R.T.F., qui accorde « sept minutes aux révolutionnaires contre quatorze ans à l'U.D.R. ». Puis il a ajouté : « Mai 1968 a laissé en France des milliers de taupes qui, progressivement, rongent les bases de la société bourgeoise. »

Enumérant les échecs du gouvernement (Concorde, le malaise de la police, le manifeste « courageux » des médecins sur l'avortement), M. Krivine a noté : « Messmer et l'U.D.R. représentent, depuis plusieurs mois, de véritables têtes à claques. »

Le chef de file de la Ligue communiste a ensuite analysé la situation politique en relevant avec amusement que le parti radical de M. Servan-Schreiber préfère attendre les résultats du premier tour avant de choisir son orientation. A propos du programme commun de la gauche, il a déclaré :

« Le programme commun est une impasse de plus, après celle du Front populaire et celle de la libération. Pour les tenants de l'union de la gauche, les institutions sont neutres. Ils veulent aller au socialisme dans le cadre actuel. C'est comme si on donnait un chalumeau à un pompier et que, de ce fait, il deviendrait un extincteur. Les dirigeants de l'union de la gauche sont grisés par l'odeur du pouvoir. Si on ose dire, leur démocratie avancée recule avant même d'avoir pris le pouvoir. On attend déjà. (...) »

« Il est normal que la Constitution actuelle plaise au P.S. puisqu'il l'a faite. Allende lui-même, au Chili, va plus loin que les dirigeants de la gauche. Il déclare désormais qu'il aurait fallu dissoudre le Congrès et faire un référendum pour changer la Constitution. Mitterrand, lui, nous explique qu'il veut garder Pompidou. Tel est le carcan dans lequel l'union de la gauche est prête à se laisser enfermer. Nous sommes prévenus sur

la valeur de son programme. Les partis de gauche demandent humblement à la bourgeoisie l'autorisation de construire petit à petit le socialisme. (...) »

« Pour les révolutionnaires, il n'existe qu'une seule méthode pour aller au socialisme. Il faut détruire l'Etat bourgeois et instaurer la dictature du prolétariat. Les dirigeants réformistes, sociaux-démocrates et stalinien n'auront pas les mains libres comme par le passé. Depuis 1968, il existe une force révolutionnaire. Il est normal que la bourgeoisie ait peur de l'union de la gauche. Elle n'a pas peur de Mitterrand, ni de Marchais, elle a peur de la dynamique créée au sein de la classe ouvrière par un succès de l'union de la gauche, elle a peur d'un débordement et elle peut compter sur nous pour l'organiser, avec tous

les moyens dont nous disposons. Pour la première fois, grâce à 1968, le problème du pouvoir est posé. (...) »

En conclusion, M. Krivine a réfuté l'argument selon lequel sa formation serait « anticommuniste ». « Nous n'avons pas de leçon à recevoir de ceux qui, avec leur carte du P.C. en poche, n'ont pas hésité à écraser un peuple à Prague, à tirer sur les ouvriers en Pologne, à enfermer les intellectuels dans des hôpitaux psychiatriques, a-t-il affirmé. Le titre de communiste se gagne par une participation quotidienne aux luttes des travailleurs. Le modèle soviétique est une attaque contre le communisme et le socialisme. Les véritables anticommunistes sont ceux qui ont bradé la grève de 1968. Nous sommes des rêveurs ? Faisons en sorte que notre rêve devienne un cauchemar pour les exploités et les capitulards. (...) »

M. BENSARD : à faire le dos rond on finit par ramper

M. Daniel Bensaid, membre du bureau politique de la Ligue communiste, s'est, pour sa part, attaché à dénoncer « les japoniseries de Chevènement » en reprochant au secrétaire du parti socialiste de proposer un taux de croissance analogue à celui du Japon. Il s'est, en particulier, étonné de voir M. Chevènement indiquer que les capitaux resteront en France si leur rentabilité est assurée. « Donc l'exploitation restera », a-t-il noté.

« Ceux-là qui prétendent gérer le capitalisme, a-t-il ajouté, seront amenés, qu'ils le veulent ou non, à faire régner la loi du capital sur les travailleurs. Nous exigeons qu'on ne garde pas Pompidou et que soient balayées l'ensemble des institutions dont s'est dotée la bourgeoisie. A faire le dos rond, on finit par ramper, il faut relever la tête, gagner en

insolence et montrer qu'on est décidé à vaincre. (...) »

M. Ernest Mandel, membre du secrétariat de la IV^e Internationale, a enfin dénoncé le climat de répression en Europe, et il s'est étonné de « l'aveuglement des dirigeants réformistes et stalinien », qui, selon lui, restent « ferme au pied, alors que l'on frappe les organisations révolutionnaires ». Faisant référence à la montée du nazisme, M. Mandel a constaté que déjà, en Italie, aux attaques contre la nouvelle extrême gauche avaient succédé des attaques contre les permanences du parti communiste. Il a demandé que l'ensemble des partis se réclamant de la classe ouvrière et les syndicats suscitent une renaissance du réflexe de solidarité.

THIERRY PFISTER.

découvrez ce que disent...



- un visage
● un geste
● une écriture
etc.

connaître les autres : une force dans la vie !



La série d'ouvrages « Connaître les autres » permet grâce aux données de la psychologie moderne de rendre quasi infallible ce fameux « sixième sens » que tout le monde possède et que personne ne sait vraiment utiliser. Elle a été établie par une équipe de psychologues de praticiens, de médecins français et étrangers. Elle est éditée par le CEPL, l'un des plus importants éditeurs français dans le domaine de la psychologie. Chaque ouvrage relié, grand format, comprend plus de 250 pages, des exemples, des exercices, des croquis, etc.

CADEAU

en autriche après 4 heures de ski on peut, en plus, vivre l'ambiance vieux village

en buvant un savoureux vin chaud ou aller faire une merveilleuse promenade à cheval. C'est ça l'Autriche à 200 km de la France.

AUTRICHE 12 rue Auber Paris 9^e tél. 073 93-82 AUSTRIAN

BON POUR UN LIVRE A L'ESSAI ET UN CADEAU Sans obligation d'achat

à retourner au CEPL 114, Champs-Élysées, 75008 Paris. Veuillez m'envoyer mon cadeau : le guide « SAVOIR SE FAIRE DES AMIS ». En même temps vous m'envoyez pour lecture gratuite le volume : « CONNAITRE LES AUTRES PAR LE VISAGE ». Je pourrai l'examiner pendant 10 jours. Passé ce délai : Je pourrai l'acquiescer au prix de 30,95 F. (+ 2,05 F. de port). Vous me réserverez alors un exemplaire de chacun des ouvrages suivants (le corps, les gestes, l'écriture, les enfants, etc.). Je les recevrai à raison de un tous les 3 mois et les paiera à réception. Bien entendu, je pourrai, à chaque livraison, décider si je poursuis ou si je vous demande de cesser ces envois. Je pourrai vous le renvoyer sans explication mais même dans ce cas, il est entendu que je garderai le guide « SAVOIR SE FAIRE DES AMIS » en cadeau.

Prénom Nom
N° Rue
Code postal Ville
Signature